



École doctorale des sciences juridiques, politiques et de gestion

Appel à candidatures

CONTRATS DOCTORAUX 2024-2027

Qu'est-ce qu'un contrat doctoral ?

L'école doctorale n° 74 organise chaque année la sélection des candidats pour l'attribution des contrats doctoraux. Ces contrats sont financés :

1/ soit à 100% par l'université de Lille sur fonds propres, sur sujet librement défini entre le candidat et le directeur de thèse

2/ soit à 100% par l'université de Lille, sur sujets dits « labellisés », proposés par les directeurs de thèse et présélectionnés par l'université

3/ soit à 50% par la Région Hauts de France, sur une liste de sujets proposés par les directeurs de thèses, présélectionnés par la Région (le cofinanceur pouvant être trouvé librement par le candidat, l'université apportant généralement les 50% restants).

Le contrat doctoral est un financement sous la forme d'un salaire versé par l'établissement d'inscription dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de 3 ans. Il permet au doctorant de se consacrer pleinement et exclusivement à ses travaux de recherche pour la préparation de sa thèse.

Les contrats doctoraux ne sont pas cumulables avec un autre mode de financement.

Les candidats retenus bénéficieront :

- de l'accès à une offre de formation fondamentale, de méthode et d'aide à la définition de leur projet professionnel ;
- d'un encadrement scientifique offert par nos unités de recherche et d'une centaine d'enseignants chercheurs habilités à diriger les recherches.
- d'une aide spécifique dès lors qu'ils présentent un projet visant, en liaison avec un laboratoire, à accélérer un processus d'investigation ou de maîtrise des méthodes ou à internationaliser une problématique et un corpus de références.

Se porter candidat

École doctorale SJPG
1 place Déliot, BP 629, 59024 Lille Cedex
Contact: Sophie RANCHY (bureau R 3-49) 0320907564
Sophie.Ranchy@univ-lille.fr

Les candidats devront :

1. répondre aux conditions fixées par le décret n°2016-1173 du 29 août 2016 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche, dont l'objet est de faciliter l'insertion professionnelle des doctorants et à simplifier la gestion des contrats par les établissements.
2. remplir le dossier de candidature, y joindre les pièces complémentaires et déposer l'ensemble pour le **30 mai 2024 (12 h.)** dans les locaux de l'école doctorale. **Tout dossier déposé ou reçu après cette date sera irrecevable.**

Examen des candidatures

Modalités de sélection

- Le conseil de l'école doctorale se prononcera sur la qualité de votre projet de recherche auquel vous devez apporter le plus grand soin. En rédigeant votre projet vous veillerez à faire le point sur l'état des travaux dans le domaine notamment en présentant une bibliographie provisoire et sélective.
- Les thématiques sont «ouvertes à la mobilité» : les candidatures peuvent provenir de tous les établissements.
- Les sujets des thèses devront impérativement s'inscrire soit dans une des thématiques décrites dans ce document (en lien avec les axes de recherche des laboratoires), soit dans un des sujets retenus par la Région et l'université (dans le cadre des sujets labellisés).

Première phase : examen des dossiers

- Le conseil de l'école doctorale se réunira le **04 juin 2024** pour examiner les dossiers et sélectionner les candidats qui seront entendus en entretien. Les candidats seront prévenus par courrier électronique de leur heure de passage. Les candidats dont le dossier est rejeté seront également prévenus par courrier électronique.

Deuxième phase : audition des candidats

- Le conseil de l'école doctorale se réunira le **06 juin 2024** pour auditionner les candidats. Il se réunit sous la présidence de la directrice de l'école doctorale.
- Chaque membre du conseil de l'école doctorale dispose du texte écrit du projet. L'ordre de passage des candidats se fait par ordre alphabétique à partir d'une première lettre tirée au sort. Chaque candidat reçoit une convocation par courrier électronique avec une heure de passage. L'audition du projet s'accompagne de questions pour une durée de quinze minutes.
- A l'issue des entretiens, le conseil établira un classement, place par place, par ordre de mérite. En cas de besoin une liste complémentaire est prévue.

Troisième phase : résultats

- Les résultats seront transmis aux candidats une fois que les résultats définitifs de leur diplôme de Master 2 seront connus.

Liste des thématiques

Les candidats qui souhaitent déposer un projet de thèse qui n'entrerait pas dans les thématiques définies ci-dessous peuvent déposer un dossier à condition que leur sujet de thèse entre dans un des axes de recherche d'un laboratoire. Pour connaître ces axes de recherche, nous vous invitons à consulter les sites internet des laboratoires et/ou à contacter le directeur du laboratoire concerné (les noms et adresses de courriels sont référencés dans ce document).

Nous vous incitons à envoyer un CV et un projet de recherche au responsable scientifique que vous contactez.

Thématiques du LUMEN

Sujet cofinancé par la Région Hauts-de-France :

Enjeux, nature et formes de l'économie circulaire en région Haut de France

Contact : Pr. Antoine Blanc, antoine.blanc@univ-lille.fr

Axes :

1. **Axe ARTE (Allocation des Ressources et Trajectoires d'Entreprises)**

Responsable : sebastien.dereeper@univ-lille.fr

Thématiques :

- Les opérations de fusions et acquisitions
- Les opérations de financement, de restructuration
- La caractérisation des dynamiques de prix sur les marchés d'actifs
- Les modèles de prévisions de faillites
- L'allocation des budgets et les méthodes de calcul des coûts
- Les conséquences en termes de valorisation de la dynamique des coûts (et notamment du comportement asymétrique - Sticky costs)
- Les stratégies de communication des entreprises (Gestion de résultat, dimension narrative dans la communication financière, timing des annonces...)
- Les biais comportementaux dans les décisions d'investissement
- La pertinence et le contenu informationnel du rapport d'audit, des prévisions d'analystes pour les investisseurs

2. **Axe CCM (Consommation, Culture et Marchés)**

Responsable : helene.gorge@univ-lille.fr

Thématiques :

- Identité et culture de consommation (individuelle et collective)
- Développement durable et culture de consommation
- Vulnérabilité et santé publique
- Enjeux de la prévention
- Politiques publiques et marketing
- Histoire de la consommation

- Culture matérielle
- Enjeux de l'économie circulaire
- Nouveaux modèles économiques et consommation
- Sobriété et décroissance en marketing
- Consommation d'espaces et territoires en transitions
- Marchandisation de la santé
- Consommateurs désavantagés et vulnérables
- Pratiques, consommateurs et culture de consommation dans l'économie circulaire.
- Marketing, dynamiques de marchés et culture de consommation dans une société de la post-croissance.
- Critical Marketing.
- Marchés de la santé et transformations des patients-consommateurs et usagers

3. Axe DHAMI (Développements Humains, Alternatives Managériales et Innovations)

Responsable : dominique.besson@univ-lille.fr

Thématiques :

- Évolution des pratiques de management et de travail
- Les représentations dominantes de l'action collective, leurs manifestations concrètes (formes d'instrumentations de gestion en particulier)
- Transitions, dynamiques d'innovation et approches sectorielles (secteurs de l'économie sociale et solidaire, de la santé et du médico-social, et milieu associatif)
- Régulations et mondialisation : problématiques de gouvernance, de régulations institutionnelles et de mondialisation
- Approches alternatives et réflexives de la pédagogie et de la formation en management
- Sujet Région (Pr. Antoine Blanc. antoine.blanc@univ-lille.fr): Enjeux, nature et formes de l'économie circulaire en région Haut de France

4. Axe GRAF (Gouvernance et Régulation de l'Activité Financière)

Responsable : eric.severin@univ-lille.fr

Thématiques :

- Régulation bancaire et offre de crédit
- Régulation bancaire et risque systémique
- Performance du droit des entreprises en difficultés
- Normalisation comptable et mesure du risque des instruments financiers
- Reconnaissance, comptabilisation et évaluation des immatériels
- Valorisation et comptabilisation des quotas d'émission de CO2
- Gouvernance et administrateurs indépendants
- Efficacité des codes et des prescriptions (sociétales, éthiques, environnementales...) en matière de bonne gouvernance
- RSE, performance, échec
- Spécificités des entreprises à tarif régulé (« utilities », notamment le secteur de l'énergie) en matière de reporting, de gestion financière et d'évaluation

5. Axe MTD (Marketing Transformatif, Distribution)

Responsable : annabel.salerno@univ-lille.fr

- Marketing transformatif commercial, social et de santé (techniques de persuasion)
- Distribution & intelligence artificielle
- Distribution & post-croissance
- Commerce circulaire et stratégies de prix
- Distribution et innovation de business models durables
- Commerce et fragmentation de la société : quels modèles théoriques ?
- Apports actuels et futurs de l'IA au secteur de la santé
- Le patient « co-producteur » de ses soins grâce au numérique
- Les apports du « quali-quantitatif » dans le cadre de la démocratie sanitaire
- Les jumeaux numériques à la place des moteurs de recommandation
- L'analyse multicritères et l'IA pour l'aide à la décision marketing
- Innovation financière : fintech, néo-banque, open banking, crypto-actifs et blockchain.
- Inclusion financière et littératie financière : leviers de la résilience
- Marketing vert, finance durable et performance financière : vers un équilibre entre prospérité et responsabilité
- Comprendre et influencer l'évolution du comportement du consommateur : vers une consommation responsable et durable
- L'éthique des annonces marketing et financières : entre influence, transparence et performance
- Intelligence artificielle (IA) et performances commerciales et financières : vers une synergie optimisée
- Marketing visuel et eye-tracking

6. Axe SOIE (Stratégie, Organisation, Innovation et Entrepreneuriat)

Responsable : xavier.weppe@univ-lille.fr

- Nouvelles formes organisationnelles (Plateformes, Méta-organisations, Partenariats Publics-Privés)
- Innovations de business models (BM de plateformes, BM circulaires, Business models sociaux, BM durables, innovation de BM dans le secteur des professions réglementées),
- Innovations managériales (organisation inclusive, dispositifs d'ouverture de la stratégie, introduction des logiques de parcours dans le champ sanitaire),
- Modes relationnels originaux entre entreprises (coopétition) ou entre organisations (coordination dans les projets transfrontaliers, coordination dans les mégaprojets.
- Modes d'organisation en projet, réseau d'entreprises, organisations résiliente)
- Changements de business models & transition écologique
- Valorisation et dévalorisation des ressources
- Apprentissage et routines organisationnelles
- Résilience organisationnelle

Thématiques proposées par le CERAPS

Le laboratoire a vocation à accueillir tout projet doctoral qui rentrerait dans l'un de ses axes de recherche

Axe 1 : Gérer le vivant. Action publique et mobilisations.

Axe 2 : Représenter les intérêts sociaux.

Axe 3 : Territoires : conflictualité, inégalités et différenciation de l'action publique

Axe transversal : Les technologies innovantes, instruments de reconfiguration des rapports public / privé

Le renouveau de la planification écologique : un objet de sociologie des administrations

Le 7 juillet 2022, la Première Ministre Elisabeth Borne a créé par décret le Secrétariat Général à la Planification Écologique (SGPE). Cette action s'inscrit dans la continuité d'autres initiatives gouvernementales liées à la question environnementale, engagées sous la présidence d'Emmanuel Macron (création du Haut Conseil pour le climat en 2018, de la Convention citoyenne pour le Climat en 2019). Les sujets s'inscrivant dans cette thématique auront vocation à étudier l'institutionnalisation de la planification étatique appliquée à la question écologique, par exemple en étudiant la genèse et la possible institutionnalisation de cette nouvelle structure interministérielle. Elle pourra adopter une perspective de sociologie des organisations, de sociologie des élites administratives qui le constituent ou encore de sociologie des institutions.

Cette thématique s'inscrit dans l'axe 1 du laboratoire.

Contact : Carole Bachelot (carole.bachelot@univ-lille.fr)

Sociologie de l'engagement féminin dans les organisations conservatrices et/ou d'extrême droite.

Longtemps étudiée sous le prisme du militantisme masculin, la sociologie de l'engagement dans les organisations et/ou mouvements conservateurs et/ou de droite extrême s'intéresse désormais également au militantisme féminin au sein de ces collectifs, qu'il s'agisse de partis politiques (Martina Avanza sur la Lega Nord), de mouvements suprémacistes blancs (Katherine Blee sur les milices suprémacistes américaines) ou bien sur les militantes de clavier dont certaines se réclament du féminisme (Magali della Sudda sur les « nouvelles femmes de droite »). L'une des options envisagées consisterait à interroger les logiques de l'engagement militant au féminin dans des partis d'extrême droite se réclamant d'un certain conservatisme sociétal (le Rassemblement national, dont les votes au Parlement européen sur les enjeux de genre témoignent d'un double discours par rapport à l'arène nationale) et/ou au sein de Reconquête, qui articule un discours clairement anti-égalitaire et « anti-genre » proche de celui des partis d'extrême droite d'Europe méridionale et centrale.

Cette thématique s'insère dans l'axe 2 du laboratoire.

Contact : cecile.leconte@sciencespo-lille.eu

Socialisations et engagements politiques des patrons de la Tech.

A rebours du discours indigène qui consiste à souligner l'apolitisme de leurs activités, les patrons de la Tech, s'ils ne constituent pas un groupe homogène du point de vue de leurs positionnements politiques, interviennent de plus en plus dans le champ politique, voire dans l'arène électorale étasuniens. Certains de leurs projets industriels sont éminemment politiques dans la mesure où ils consistent à développer des technologies qui, loin d'être neutres, sont porteuses d'une certaine vision de l'avenir de l'humanité (transhumanisme, voire posthumanisme par exemple). Par ailleurs, certains de ces acteurs (tels qu'Elon Musk) sont explicitement leurs d'un agenda politique consistant à intervenir directement dans les conflits intérieurs ou de politique étrangère

en cours. Dans le sillage de travaux récents qui s'intéressent, parfois de façon quelque peu essentialisante, à l'« idéologie de la Silicon Valley » (et qui consistent souvent à défendre la thèse d'une (extrême-) droitisation d'un certain nombre de ces acteurs économiques), il s'agit, en identifiant leurs parcours, leurs réseaux d'interconnaissances et leurs répertoires d'action, d'étudier les processus de socialisation politique, de politisation, de certains de ces grands patrons, tout en étudiant aussi en quoi ils peuvent contribuer, par leurs discours et leurs postures, à une dépolitisation de certains enjeux centraux de politique publique (par exemple, lutte contre le changement climatique, égalité d'accès aux soins, etc.).

Cette thématique s'insère dans l'axe 2 du laboratoire.

Contact : cecile.leconte@sciencespo-lille.eu

Emeutes et travail social. Conflictualité, pacification et rapport au politique dans les quartiers populaires

Des centres sociaux et des MJC pris pour cible, voire incendiés, des travailleurs sociaux tentant d'éteindre le feu, des acteurs associatifs désemparés : les émeutes qui ont touché la France en juin-juillet 2023 interpellent le monde du travail social. L'enjeu de cette thèse est d'analyser le rôle du travail social et des structures d'éducation populaire (Maisons de quartier, MJC, centres sociaux, associations) et des corps intermédiaires dans les quartiers populaires à la lumière des émeutes de l'été 2023. A partir d'une étude quantitative, d'une cartographie et d'enquêtes localisées, il s'agira de comprendre quelles ont été les cibles et pourquoi, quel a été

concrètement le rôle des travailleurs sociaux sur le terrain et comment ces salariés analysent les événements. Un des enjeux en particulier sera de saisir si les émeutes ont été plus intenses et violentes là où les structures intermédiaires sont plus faibles, permettant de répondre à un questionnement fondamental : l'idée que la violence émeutière est l'expression de sentiments d'injustice qui ne parviennent plus à être exprimés autrement du fait de la fragilisation des corps intermédiaires dans les quartiers populaires.

Cette thématique s'inscrit dans l'axe 2 du laboratoire.

Contact : Julien Talpin (julien.talpin@univ-lille.fr)

Désaffection à l'égard de la démocratie et procédures démocratiques innovantes

Le constat de la désaffection de la citoyenneté, en particulier chez les jeunes, à l'égard des outils « classiques » de la participation, à commencer par le vote, n'est plus à faire – si ce n'est pour souligner une tendance constante à l'aggravation. On ne compte plus les projets de recherche, dont beaucoup à financement européen, visant à élucider cette désaffection, à en mesurer les implications et à penser de possibles solutions. Cette thématique s'inscrit dans ce cadre et invite à des projets de thèse sur les formes et les raisons de la désaffection à l'égard de la démocratie représentative, les modèles alternatifs de gouvernance émergents et l'intérêt potentiel de procédures démocratiques innovantes, en particulier celles associant démocratie sortive (recrutement par tirage au sort, jury citoyens, mini-publics), démocratie participative (consultation et co-construction des politiques publiques) et démocratie directe (référendums, initiatives populaires, initiatives d'agenda). D'autres procédés visant à démocratiser l'élection, tels que la révocation populaire ou les primaires, pourront également être étudiés. Le recours à une méthodologie de type AQQC (analyse quali-qualitative comparée) sera encouragé, sans toutefois exclure d'autres méthodes.

Cette thématique s'insère dans l'axe 2 du laboratoire.

Contact : Laurence Morel (laurence.morel@univ-lille.fr)

La crise de la légitimité politique dans les démocraties

De nombreuses démocraties font face aujourd'hui à un ébranlement de la légitimité des autorités, élues ou non élues, habilitées à l'exercice du pouvoir ou de la coercition. L'épisode des Gilets jaunes, et de manière encore plus flagrante le conflit sur la réforme des retraites, font de la France un cas paradigmatique de cette crise. A l'étranger, d'autres grandes démocraties connaissent des épisodes similaires : les États-Unis, avec la

contestation de la dernière élection présidentielle et l'attaque armée du Capitole, ou l'Italie, où s'alternent des gouvernements techniques et populistes en tension avec les modes de légitimation classiques de l'Etat libéral démocratique. On invite ici à des projets de thèse de théorie politique de la légitimité ou centrés sur des cas empiriques, français ou étrangers, de contestation de la légitimité, pour en analyser les ressorts et les implications (sur l'exercice du pouvoir politique, sur la consolidation de la démocratie etc).

Cette thématique s'insère dans l'axe 2 du laboratoire.

Contact : Laurence Morel (laurence.morel@univ-lille.fr)

La politisation au travail

La socialisation politique constitue un domaine de recherche bien balisé au sein de la science politique. Cependant, l'essentiel des recherches s'est focalisé sur la socialisation primaire, tandis que les milieux et vecteurs de la socialisation secondaire sont moins abordés. Depuis quelques années, avec le renouveau de la sociologie du vote (Collectif SPEL, 2014), une meilleure attention est portée aux sens politiques du travail (Surdez et Sainsaulieu) et à leurs effets sur les rapports au politique, attitudes et comportements politique des citoyens et citoyennes. L'analyse détaillée des trajectoires des individus, attentive aux expériences de travail, permet ainsi une meilleure compréhension des comportements politiques et du vote (Agrikolianski et al., 2021). Cette thématique vise à susciter des projets de thèse croisant sociologie politique (socialisation, sociologie électorale, sociologie des mobilisations) et sociologie du travail et des groupes professionnels pour étudier un milieu professionnel afin d'éclairer les influences croisées entre politisation d'une part, culture professionnelle et conditions de travail d'autre part.

Cette thématique s'insère dans l'axe 2 du laboratoire.

Contact : Nicolas Bué (nicolas.bue@univ-lille.fr)

Les ancrages sociopolitiques des votes dans des territoires « délaissés » par la recherche

Les analyses électorales menées tant en France qu'à l'étranger ont de longue date étayé l'hypothèse d'une territorialisation des votes. Les recherches empiriques les plus récentes tendent à renouveler cette hypothèse en rappelant la centralité des caractéristiques sociales des individus et des contextes sociaux dans lesquels ils évoluent pour comprendre leurs comportements électoraux. En somme, ce renouveau de l'analyse « écologique » des comportements électoraux vise à croiser caractéristiques des territoires investigués (entendues comme milieux sociaux particuliers) et propriétés sociales des individus qui y résident pour comprendre leurs comportements politiques. Ces recherches récentes, qui mobilisent alternativement, voire conjointement, des matériaux quantitatifs et qualitatifs, se déploient pour l'heure le plus souvent dans des territoires spécifiques (villes centre d'agglomération, villes de banlieue...). Certains espaces, comme les mondes ruraux ou les territoires ultra-marins restent fortement sous-investigués alors qu'ils permettraient, par l'ajout de cas contrastés, de contribuer fortement à ce renouveau de l'analyse électorale. Aussi cette thématique accueillera-t-elle les projets de recherche articulés autour de l'analyse des ancrages socio-territoriaux des comportements électoraux dans ces territoires délaissés par le coeur des recherches existantes. Les projets pourront porter sur la France exclusivement ou proposer une comparaison internationale. Ils devront mobiliser une méthodologie mixte, associant analyse de données quantitatives (données électorales, enquêtes par questionnaire, etc.) et production de données qualitatives (entretiens, observations, etc.).

Cette thématique s'insère dans l'axe 2 du laboratoire.

Contacts : Nicolas Bué (nicolas.bue@univ-lille.fr) et Tristan Haute (tristan.haute@univ-lille.fr)

Militantisme transnational des jeunes pour l'environnement.

Depuis l'émergence du mouvement de la jeunesse pour le climat, les travaux qui s'y rapportent se concentrent majoritairement sur l'étude des participant·es aux marches et aux grèves scolaires. Pourtant, il existe également des actions menées par des jeunes visant plus directement à influencer les décisions politiques ou à participer à

leur élaboration, tant au niveau national qu'international, se rapprochant des méthodes de plaidoyer classiquement utilisées par les ONG. Ce projet de thèse étudiera de manière comparée plusieurs organisations de jeunes bénévoles dans différents contextes nationaux qui recourent au plaidoyer afin de peser dans les sommets internationaux pour le climat ou la biodiversité. Il s'agira de questionner la manière cet engagement de jeunes à la lisière du militantisme et de l'expertise opère au sein du mouvement climat transnational.

Cette thématique s'inscrit dans l'axe 2 du laboratoire.

Contact : Emmanuelle Bouilly (emmanuelle.bouilly@univ-lille.fr)

La cause animale en milieu libertaire

Les projets de thèse en lien avec thématique articuleront étude des idées politiques et sociologie de l'engagement. Il s'agira d'analyser, sur des terrains divers, la façon dont l'adhésion à des idées libertaires ou un engagement dans des groupes anarchistes s'articule (ou non), et dans quelles conditions, avec un rapport militant ou pratique à la cause animale. Il s'agirait ainsi de réinterroger les liens historiques entre anarchisme et cause animale, au nom de la lutte contre toute forme de domination. Les pratiques alimentaires pourront faire l'objet d'une attention particulière.

Cette thématique s'inscrit dans l'axe 2 du laboratoire.

Contact : Anne-Cécile Douillet (anne-cecile.douillet@univ-lille.fr)

Le gouvernement intercommunal de la réindustrialisation

Après des années de désindustrialisation, des territoires connaissent une nouvelle dynamique économique liée à l'arrivée de nouvelles usines. Ce processus est le résultat de la combinaison d'une volonté locale de redynamisation du territoire et d'un choix de l'État en faveur de la souveraineté industrielle dans des filières innovantes, notamment pour répondre aux objectifs environnementaux. Ces politiques de réindustrialisation soulèvent localement de nombreux enjeux, en termes de recrutement et de formation de la main d'oeuvre, de logement, de services, à un moment où l'usage du foncier est contraint par de nouvelles règles elles aussi liées à des objectifs environnementaux (zéro artificialisation nette des sols – ZAN – par exemple). Toutes ces politiques sont par ailleurs de plus en plus prises en charge à l'échelle intercommunale, alimentant des jeux politiques entre communes. Les projets s'inscrivant dans cette thématique auront vocation à analyser la façon dont élus locaux, représentants de l'Etat, entreprises et habitants se mobilisent autour de ces politiques de réindustrialisation, en étant particulièrement attentifs à la façon dont les arguments environnementaux sont appropriés, reformulés, détournés.

Cette thématique s'inscrit dans l'axe 3 du laboratoire

Contact : Anne-Cécile Douillet (anne-cecile.douillet@univ-lille.fr)

La mémoire, un champ d'action publique émergent à l'échelle locale.

Les politiques mémorielles ont fait l'objet de nombreux travaux, s'attachant notamment à décrypter la façon dont elles construisent, consolident ou remettent en cause des récits nationaux, la façon dont elles participent à la reconnaissance de groupes victimes ou encore la façon dont elles attisent une « guerre des mémoires ». Les usages politiques locaux de la mémoire ont moins été investigués. Pourtant, la construction de mémoires locales est aussi un enjeu, non seulement pour des groupes sociaux mobilisés mais aussi pour certaines autorités locales. La politique de la ville offre de ce point de vue un terrain intéressant, dans la mesure où elle est aujourd'hui le cadre d'une politique mémorielle spécifique à l'échelle nationale (un comité d'histoire de la politique de la ville a récemment été mis en place), mais aussi parce que des « projets mémoriels » sont très souvent menés en lien avec les opérations de rénovation urbaine. Les projets de thèse en lien avec cette thématique auront pour objet d'analyser la façon dont « la mémoire » devient progressivement une catégorie structurante de l'action publique à l'échelle locale, entraînant une recomposition de celle-ci et révélant diverses formes de concurrence entre les acteurs locaux, qu'ils soient associatifs ou publics (communes,

intercommunalités, régions...). Les travaux portant sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont particulièrement encouragés.

Cette thématique s'inscrit dans l'axe 3 du laboratoire.

Contact : Anne-Cécile Douillet (anne-cecile.douillet@univ-lille.fr)

Sociologie politique de l'institution policière

L'institution policière est au coeur du dispositif d'État. Elle fait l'objet depuis quelques années, en France comme dans d'autres pays, d'un ensemble de mises en cause. Plus largement, des interrogations croissantes se font jour quant aux rapports des citoyens à l'institution policière et de l'institution policière aux citoyens. Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de prolonger une sociologie des agents de police en accordant une place centrale à l'observation des pratiques policières elles-mêmes. Les projets de recherche pourront soit traiter expressément de la France, soit proposer une approche comparative internationale.

Cette thématique s'inscrit dans l'axe 3 du laboratoire.

Contacts : Jean-Gabriel Contamin (jean-gabriel.contamin@univ-lille.fr) et Tristan Haute (tristan.haute@univ-lille.fr).

Les délégués du Préfet. Sociologie d'un rôle au coeur des transformations contemporaines de l'Etat

Créée à la fin des années 2000, en réponse notamment aux émeutes de 2005, la fonction de Délégué du Préfet a notamment pour mission d'assurer une présence de l'Etat dans les territoires de la Politique de la Ville. Cette fonction témoigne de la volonté de l'Etat de ne pas laisser aux seuls maires la gestion des quartiers populaires et leur étude pourrait permettre de saisir la transformation des relations entre collectivités locales et Etat. Les Délégués du Préfet incarnent également la volonté de l'Etat de contrôler au plus près ces territoires. Pourtant, le profil de ceux et celles qui l'endossent indique un investissement plus ambivalent de ce rôle : entre contrôle et surveillance des quartiers de la politique de la Ville, soutien à des acteurs associatifs dans une perspective de militantisme institutionnel, le rôle de délégué du Préfet s'avère un bon révélateur des transformations contemporaines de l'Etat. Il n'a pourtant fait à ce jour l'objet d'aucune enquête en sciences sociales. Cette thèse, en croisant méthodes quantitatives et qualitatives, via un partenariat avec les institutions concernées, permettra de pallier ce manque.

Cette thématique s'inscrit dans l'axe 3 du laboratoire.

Contact : Julien Talpin (julien.talpin@univ-lille.fr)

Thématiques du CRDP – ULR 4487

Sujet cofinancé par la Région Hauts-de-France :

Economie circulaire et droit pénal

Contact : roula.fayad@univ-lille.fr

Axes transversaux (contact : Roula Fayad roula.fayad@univ-lille.fr) :

Santé, vulnérabilités, biomédecine et environnement

Espaces normatifs européens et internationaux

Dynamique(s) de la justice

Nouvelles collaborations économiques

Axes disciplinaires (contact : Roula Fayad roula.fayad@univ-lille.fr) :

Droit public :

Office du juge administratif, action(s) publique(s) et catégories juridiques

Droit de l'Union européenne, droit international public
Nouveaux espaces et temporalités constitutionnels
Défense et sécurité
Finances et comptabilité publiques

Droit privé :

Théorie du droit - Droit et littérature - Droit, sémiotique et linguistique

Droit des obligations

Droit social - libertés et droits fondamentaux en droit social, discriminations en droit du travail, prévention et réparation des risques professionnels, le droit du travail au service de l'activité économique

Propriété intellectuelle

Droit des affaires

Droit des personnes et de la famille

Droit pénal

Droit de la défaillance économique

Thématiques du Centre d'Histoire Judiciaire (UMR 8025)

Les sujets de thèse doivent se rattacher aux axes / thématiques de recherche du CHJ

1/ Sujet cofinancé par la Région Hauts-de-France :

Les chambres de commerce, entre droit et politique économique (1599-1898)

Contact : victor.simon@univ-lille.fr

2/ Axes et thématiques :

1. Normes et pratiques sociales : histoire du droit social et histoire du droit du travail

Contact : farid.lekeal@univ-lille.fr

2. Normes et pratiques institutionnelles et procédurales : histoire des institutions et du droit ; histoire des professions judiciaires ; histoire de la magistrature ; iconologie judiciaire ; expertise judiciaire

Contact : serge.dauchy@univ-lille.fr

Contact pour l'expertise judiciaire : damien.charabidze@univ-lille.fr

3. Normes et pratiques commerciales : histoire du droit commercial ; histoire du droit des affaires ; institutions commerciales ; commerce maritime et colonial

Contacts : victor.simon@univ-lille.fr

4. Normes et pratiques pénales et pénitentiaires : histoire du droit criminel et de la procédure pénale ; institutions pénitentiaires ; peines et preuves

Contact : louis.de-carbonnieres@univ-lille.fr

5. Histoire du droit international et histoire du droit comparé

Contact : dante.fedele@univ-lille.fr

6. Histoire de la doctrine juridique ; histoire de la culture juridique ; histoire de la pensée juridique et politique.

Contact : serge.dauchy@univ-lille.fr

Pour plus de renseignements : <https://chj-cnrs.univ-lille.fr/le-laboratoire/>

Liste et coordonnées des unités de recherche concernées

- Centre d'études et de recherches administratives, politique et sociales (Université de Lille-CNRS, CERAPS, UMR n° 8026, dir. Anne-Cécile Douillet et Julien Talpin) :

✉ anne-cecile.douillet@univ-lille.fr et julien.talpin@univ-lille.fr

- Centre d'histoire judiciaire (Université de Lille-CNRS, CHJ, UMR n° 8025, dir. Serge Dauchy) :

✉ serge.dauchy@univ-lille.fr

- Centre de recherches Droit et Perspectives du Droit (Université de Lille, CRD&P, codir. Emmanuel Cartier et Véronique Bourgninaud) :

✉ emmanuel.cartier@univ-lille.fr et veronique.bourgninaud@univ-lille.fr

- Lille University ManageMENT Lab (Université de Lille, LUMEN, dir. Benoit Demil) :

✉ benoit.demil@univ-lille.fr